



Syndicat CGT du Conseil départemental du Gard
333 chemin Du Mas de Boudan - 30000 Nîmes
Tel : 04 66 76 95 83 Portable : 06 84 48 86 22
Email : cgt2@gard.fr
Site : www.cd30.reference-syndicale.fr
Facebook : [cgt cdgard](https://www.facebook.com/cgt.cd30)



Lettre ouverte de la CGT en réponse à l'information générale relative aux politiques sociales au Président du Conseil Départemental du Gard suite au mouvement social des 12 et 19 juillet 2018.

Dans votre communication aux agents du Département le 30 juillet 2018, vous faites état d'éléments tels que l'« évolution sociologique, économique, révolution numérique.. » qui nécessitent de se réinterroger sur les modalités de nos interventions.

Permettez nous de rester dubitatif face aux éléments chiffrés que vous annoncez en faveur des politiques de solidarité.

Nous ne remettons en aucun cas en cause la véracité de ces derniers, cependant vous annoncez que le budget consacré aux politiques de solidarité a évolué de 7.45% depuis 2013 mais l'inflation étant de 3.08% sur cette même période, il reste donc une augmentation réelle de 3.65% en 5 ans !!!

De plus, vous n'êtes pas sans savoir que notre département est considéré comme l'un des plus pauvres avec 20 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté (moins de 990 €/mois) alors que la moyenne nationale est de 14,1 %. Les politiques se doivent de s'adapter à cette situation déplorable.

Permettez nous de vous répondre sans détour en vous pointant catégoriquement notre désaccord sur votre accompagnement sans limite du « CAP 22 » au sein de notre département.

Les orientations du gouvernement sur le CAP 22, mettent en avant sous couvert de modernisation, de réorganiser les collectivités et d'imposer des pertes d'emploi public 120 000 jusqu'en 2022. L'état n'a qu'un objectif la réduction de la dépense publique coûte que coûte en voulant passer de 54,7 % du PIB en 2017 à 51,1 % en 2022.

Le service public disparaît petit à petit pour laisser place à une société de marché qui rejette toute solidarité et qui ne permet plus l'accès aux droits égalitaire pour tous !

Nous ne pouvons pas passer sous silence la dégradation organisée de tous les services publics ou semi public, (Santé, Justice, Éducation, Préfecture, Collectivités Territoriales, CARSAT, CPAM, CAF, Pole Emploi, SNCF, Énergie, etc...).

Bon nombre de ces administrations, prétextant, comme vous le faites, une nécessité de modernisation, ont vu leur accueil au public fermé. Certaines d'entre elles imposent aujourd'hui le numérique pour toute demande. Or, l'intelligence artificielle ne règlera pas tout et ne doit laisser personne de côté.

Cela revisite et change l'accompagnement des travailleurs sociaux au quotidien avec les Gardois.

Nous ne pouvons pas également passer sous silence les subventions en forte baisse au bénéfice des associations partenaires diverses.

Nous ne pouvons pas passer sous silence la réorganisation complète que vit le Conseil Départemental suite à l'AUDIT de 2015.

Le mouvement social de Juillet 2018, vous a interpellé sur le manque de moyens pour mettre en œuvre nos politiques de solidarité et de protection de l'enfance et l'impossibilité de tenir ces missions obligatoires.

Les agents vous ont interpellé sur la dégradation des réponses éducatives et sur le manque flagrant de personnel spécifique (ex : médecin, psychologue, psychiatre etc....).

Ces mêmes agents insistent sur les difficultés croissantes à travailler en partenariat avec d'autres institutions, elles mêmes réorganisées et proposant des réponses et des services au public à la baisse.

Les agents en grève les 12 et 19 juillet 2018 ont souhaité, d'une part, faire état d'un manque de moyen (en personnel et matériel) et d'autre part, vous alerter sur la nécessité de travailler au maintien optimum de leurs missions et non pas d'une gestion « minimale » et « urgentiste » qui ne répond pas aux besoins croissants de la population Gardoise.

En réponse, vous annoncez un nouvel AUDIT pour notre collectivité !!!

Les agents souhaitent être acteurs de la réflexion et ont des pistes à proposer.

Qui mieux que les agents pour réfléchir à améliorer le service rendu dans le cadre des missions. Nous ne sommes pas dupe, la commande de l'audit se profile déjà à l'horizon : faire mieux avec moins de moyens. Les revendications des agents, seuls experts, sont balayées !!!

Cet Audit comme les trois autres (financier, patrimonial et organisationnel) accompagnera et entérinera les orientations du CAP 22 !!!

Pour exemple les réorganisations que nous subissons suite à l'AUDIT de 2015 conduisent à mutualiser des tâches, à réorganiser des secteurs professionnels entiers, à geler et fermer des postes, à fermer des centres routiers, etc...

Il a fallu, pour tenter de préserver quelques postes et soutenir des agents fragilisés et désorientés, de nombreux efforts et interventions syndicales pour préserver les agents et les missions de service public.

Alors, Monsieur le Président, pour la CGT, aujourd'hui nous vous le disons haut et fort, répondre à un mouvement social par un AUDIT n'est pas honnête et en adéquation avec la demande des agents. De plus, vous nous parlez de budget restreint, or un AUDIT sera à nouveau une dépense de plus pour notre collectivité !

Nous ne sommes pas loin de croire qu'une fois de plus vous vous appuyerez sur le malaise de certains professionnels pour restreindre certaines missions, certains champs de compétences et réorganiserez le travail de terrain de façon minimaliste en fonction de votre budget !

La CGT refuse votre stratégie, qui d'ailleurs se répète, au sein du Conseil Départemental du Gard depuis plusieurs années.

La CGT sera toujours présente auprès des agents, des gardois pour défendre un service public de qualité dont nous avons tous besoin dans notre quotidien.

La CGT combattra jusqu'au bout le sabotage de tous nos droits sociaux acquis, service public inclus. Nous continuerons à informer les agents et la population. Nous maintiendrons « les explications de texte » aux discours politiques qui aujourd'hui cachent la réalité des intentions.

Le syndicat CGT du Conseil départemental du Gard.